

Concevoir la richesse autrement

Yves-Marie Abraham

Number 765, June 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/69304ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Abraham, Y.-M. (2013). Concevoir la richesse autrement. *Relations*, (765), 18–18.

gauche, ainsi que dans celle des dirigeants d'entreprise et des représentants syndicaux.

Pourtant, la corrélation entre la croissance et l'emploi est loin d'être parfaite. Soutenue par le développement du secteur financier et l'introduction d'une nouvelle génération de machines hyper-productives (électroniques/informatiques), la croissance n'a guère généré d'emplois en Occident au cours des dernières décennies. La formule

Concevoir la richesse autrement

Qu'est-ce que la croissance économique? C'est l'augmentation de biens et de services, ayant une valeur monétaire, produits par une population donnée. En d'autres termes, c'est l'augmentation de la production de marchandises. Cette production est mesurée sur le plan national par le fameux produit intérieur brut (PIB), un indicateur économique inventé pendant la Grande dépression aux États-Unis.

Les objecteurs de croissance ne considèrent pas la baisse du PIB comme un objectif en tant que tel. *Dé-croissance* est d'abord et avant tout un « mot-obus » (Paul Ariès), destiné à pulvériser l'idée selon laquelle une croissance économique continue serait la condition *sine qua non* du bonheur de l'humanité. De fait, toutes les enquêtes du genre le montrent : passé un certain seuil, la hausse du PIB n'a plus de corrélation avec une augmentation du sentiment de bien-être chez les membres de nos sociétés. C'est qu'il ne faut pas confondre richesse et valeur économique; une confusion savamment entretenue en Occident, au moins depuis la publication par Adam Smith de sa fameuse *Recherche sur les causes et la nature de la richesse des nations*, en 1776!

André Gorz en disait ceci : « Nous vivons avec l'économie capitaliste sous un régime où l'important, le but de toute activité n'est pas la création de richesses, c'est la création de valeurs, c'est-à-dire la création de choses échangeables et monnayables. Et ce qui n'est pas monnayable n'a pas de statut dans l'économie capitaliste : donc l'amour, l'affection, la solidarité, le soin pris de la nature, est éliminé par la rationalité de la "Valeur", la dictature de la "Valeur" » (entrevue donnée à l'émission « Les vendredis de la philosophie » de France Culture, le 14 octobre 2005).

Faire objection de croissance, c'est précisément en appeler à la préservation de tout ce que cette « dictature de la valeur » menace d'éliminer aujourd'hui, par amour pour la vie, souci de justice et volonté d'émancipation.

Y.-M. A.

d'Hannah Arendt semble plus que jamais d'actualité : « Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire » (*Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 38).

Face à cette incapacité apparemment grandissante du capitalisme à créer de l'emploi, on peut certes s'engager corps et âme dans la « guerre des places », en se préparant du mieux possible à se battre pour des emplois de plus en plus précaires. Mais on peut aussi en profiter pour tenter de s'inventer une vie sans travail, c'est-à-dire sans la nécessité d'œuvrer « pour le compte d'un tiers, en échange d'un salaire, selon des formes et des horaires fixés par celui qui vous paie, en vue de fins que l'on n'a pas choisies soi-même » (André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980, p. 7). Il s'agirait en somme, désormais, non plus de libérer le travail du capital, comme le revendiquait le marxisme traditionnel, mais de se libérer du travail!

Pas facile, évidemment, d'en appeler à une telle rupture alors que le capitalisme a imposé le travail, au sens donné par Gorz résumé ci-haut, comme la principale médiation sociale de notre monde : ce que nous sommes et les relations que nous entretenons les uns avec les autres en dépendent étroitement. Pourtant, il faut rappeler que cette forme d'activité est une invention historique récente et que la place que nous lui accordons est tout à fait unique dans l'histoire de l'humanité. Par ailleurs, tenter de se libérer du travail ne signifie pas rechercher l'oisiveté. L'objectif est d'en finir avec l'obligation de gagner de l'argent pour vivre, en produisant des marchandises – des *valeurs d'échange*. C'est la production de *valeurs d'usage*, destinées à satisfaire directement nos besoins plutôt qu'à valoriser un capital, qu'il est question de réhabiliter. Autrement dit, il faut recommencer, collectivement, à produire nous-mêmes ce que nous consommons et à consommer ce que nous produisons. Ceci implique notamment d'avoir accès aux savoirs et aux moyens matériels nécessaires à cette « auto-production ». Leur privatisation et leur concentration entre les mains de quelques-uns doivent donc être remises en question. En ce sens, le projet socialiste n'a rien perdu de sa pertinence.

Dans la perspective d'une transition vers une société libérée du travail, on peut mesurer tout le potentiel d'un instrument tel que le revenu inconditionnel d'existence ou, mieux encore, la dotation inconditionnelle d'autonomie, soit la combinaison de droits de tirage sur des ressources essentielles (eau, énergie, terre...), de services publics gratuits et de moyens d'échange non thésaurisables. Au minimum, ces dispositifs rendent concevable et désirable une situation dans laquelle nous ne serions plus obligés, pour vivre, de vendre notre force de travail et, partant, de contribuer à la croissance économique. Ils nous aident à nous débarrasser de notre « travaillisme ».